

Distr.  
GENERALE

A/CONF.157/PC/63/Add.28  
4 mai 1993

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

CONFERENCE MONDIALE SUR LES DROITS DE L'HOMME  
Comité préparatoire  
Quatrième session  
Genève, 19-30 avril 1993  
Point 5 de l'ordre du jour

ETAT D'AVANCEMENT DES PUBLICATIONS, DES ETUDES  
ET DE LA DOCUMENTATION A ETABLIR POUR LA CONFERENCE MONDIALE

Lettre datée du 9 avril 1993 adressée au Coordonnateur de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme par le représentant permanent de la République de Singapour

J'ai l'honneur de demander la publication, comme document de la quatrième session du Comité préparatoire de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, du texte revu du discours ci-joint que M. Kishore Mahbubani, Vice-Secrétaire (Deputy Secretary) du Ministère des affaires étrangères de la République de Singapour, a prononcé à la Conférence intitulée "Asian and American Perspectives on Capitalism and Democracy" (le capitalisme et la démocratie dans l'optique asiatique et américaine) qui s'est tenue à Singapour du 28 au 30 janvier 1993.

J'ajoute que M. Mahbubani s'est exprimé en son nom personnel et que les opinions qu'il a émises ne reflètent pas nécessairement les vues du Gouvernement singapourien.

L'Ambassadeur  
(Signé) K. Kesavapany

LE POINT DE VUE D'UN ASIATIQUE SUR LES DROITS DE L'HOMME  
ET LA LIBERTE DE LA PRESSE

INTRODUCTION

1. Je commencerai mon propos par une métaphore, en priant ceux qui l'ont déjà entendue de bien vouloir m'en excuser. Pour beaucoup de citoyens du tiers monde, les campagnes des droits de l'homme présentent souvent un aspect singulier, évoquant l'image d'un bateau qui prend l'eau sur lequel sont entassés des passagers malades, en proie à la faim. Le bateau est sur le point de dériver vers des eaux perfides, des eaux qui engloutiront nombre d'entre eux. Le capitaine les traite souvent durement, parfois il est juste avec eux, parfois il ne l'est pas. Sur le rivage, se tient un groupe d'observateurs riches, bien nourris et bien intentionnés. Dès qu'ils voient le capitaine donner le fouet à l'un des passagers, le mettre aux fers ou même le priver de son droit à la parole, ils montent à bord et s'interposent. Mais ils ne font rien pour apaiser la faim des passagers et soigner leurs maux. Si ceux-ci tentent de nager jusqu'au rivage pour se placer sous la protection de leurs bienfaiteurs, ils sont ramenés avec fermeté sur le bateau, toujours en proie à la faim et à la maladie. Ce n'est pas une vision abstraite, c'est exactement ce que vivent les Haïtiens.

2. C'est là une des nombreuses incohérences de la politique occidentale des droits de l'homme depuis la fin de la guerre froide. Il y en a beaucoup d'autres. Pourtant, lorsque j'ai tenté, à l'occasion de séminaires donnés à l'Université de Harvard, de m'élever contre le concept de l'applicabilité universelle de la démocratie, des droits de l'homme ou de la liberté de la presse, j'ai découvert que ces valeurs étaient pour ainsi dire devenues "taboues" et que nul n'avait le droit de les contester. Pis encore, lorsque j'ai persisté dans mes efforts, on m'a regardé avec condescendance, on m'a raillé, on m'a tourné en dérision. L'opinion communément admise était qu'un Asiatique, et plus particulièrement un Singapourien, ne pouvait s'inscrire en faux contre ces concepts que dans l'intention de cacher les manquements de son gouvernement.

3. Aujourd'hui comme alors, je reste convaincu que la politique occidentale de promotion agressive de la démocratie, des droits de l'homme et de la liberté de la presse dans le tiers monde, à la fin de la guerre froide, a été et est une erreur colossale. Elle n'est vraisemblablement d'aucun secours aux 4,3 milliards d'êtres humains qui ne vivent pas dans les pays développés ni même peut-être aux 700 millions qui y vivent. Elle pourrait conduire à une dégradation plutôt qu'à une amélioration de la situation difficile où vit la quasi-totalité de la population mondiale.

4. Mais, pour faire comprendre ce point capital aux esprits occidentaux, il faut d'abord lever les interdits qui, dans le discours occidental, rendent ces sujets tabous, il faut d'abord amener les Occidentaux à reconnaître que, lorsqu'ils parlent de ces questions avec des non-Occidentaux, consciemment ou inconsciemment, ils leur font la morale. A l'aube du XXIe siècle, il faut que

cesse cette attitude des Européens à l'égard des Asiatiques, il faut en finir avec l'idée de leur supériorité morale, il faut faire en sorte qu'Asiatiques et Occidentaux engagent sur ce sujet un débat fructueux sur un pied d'égalité.

#### I. UN DEBAT SUR UN PIED D'EGALITE

5. Pour que disparaisse le côté "tabou" qui s'attache aux droits de l'homme et à la liberté de la presse, je me propose de passer en revue un certain nombre d'hérésies dont les Occidentaux refusent d'admettre qu'elles ont cours, ou qu'ils taisent ou qui, prétendent-ils, sont sans rapport avec les sujets traités ou n'ont pas d'incidence sur ces sujets. J'espère que la conscience de ces hérésies amènera les auteurs occidentaux à admettre que, dans ce domaine, ils n'ont ni le monopole de la sagesse ni le privilège exclusif de la connaissance, et qu'ils doivent faire preuve d'un peu plus d'humilité lorsqu'ils débattent de ces questions devant un auditoire non occidental.

##### 1. Une presse libre n'est pas nécessairement synonyme de société bien ordonnée

6. Une des idées de base en Occident est qu'une société bien ordonnée a besoin d'une presse libre pour prévenir les abus du pouvoir. La liberté de l'information tient en haleine les mauvais gouvernants. En son absence, les abus sont encore plus nombreux et la gestion du pays empire. Une presse libre peut certes favoriser une bonne gestion des affaires publiques, mais il n'en va pas nécessairement ainsi. Une presse libre peut aussi avoir l'effet contraire.

7. Nous en avons malheureusement la preuve en Asie du Sud-Est. Plus que n'importe quel autre pays de la région, et depuis plus longtemps que n'importe lequel d'entre eux, les Philippines (si l'on excepte la période où la loi martiale a été imposée par Marcos) possèdent la presse la plus libre qui soit. Mais c'est aussi, de tous les pays de l'ANASE, celui qui a le plus de difficulté à se moderniser et à développer son économie, ce qui donne à penser qu'une presse libre n'est ni une condition nécessaire ni une condition suffisante au développement et au progrès.

8. L'Inde et la Chine représentent deux gigantesques laboratoires sociaux qui nous permettent de déterminer quelles règles contribueraient au développement et à la prospérité d'une société. Ces deux pays réunissent à eux seuls les deux cinquièmes de la population mondiale. Ils suivent chacun une voie politique très différente. L'Ouest applaudit à la liberté de la presse en Inde et désapprouve son absence en Chine. Pourtant, de ces deux sociétés, quelle est celle qui se développe aujourd'hui le plus rapidement et qui se modernisera vraisemblablement la première ?

9. Les récents événements d'Ayodhya ont apporté la preuve d'une dimension nouvelle et importante, dans toutes les sociétés de la planète. Les médias indiens ont tenté d'endiguer les réactions émotionnelles en restreignant la diffusion des enregistrements vidéo de la destruction de la mosquée. Mais, à l'heure actuelle, beaucoup de ménages indiens peuvent voir les vidéoclips diffusés (par satellite ou cassette) par des agences de presse étrangères

qui ne ressentent pas le besoin de faire preuve de réserve sur le plan social, politique ou moral. Ceux qui, sans plus réfléchir, ont ainsi transmis ces vidéoclips n'ont jamais eu à en subir eux-mêmes les conséquences. Ils étaient confortablement assis dans leurs fauteuils à Atlanta (Géorgie) ou à Hong Kong, et les émeutes provoquées par leurs émissions télévisées ne sont jamais arrivées jusqu'à eux. Ils n'ont malheureusement pas pris la peine de se demander s'ils auraient pu sauver des vies, non pas la leur, mais celles d'autres êtres humains, en faisant preuve de réserve.

2. Les journalistes occidentaux sont conditionnés par les préjugés et les intérêts occidentaux : l'information "objective", vaste mensonge

10. La présentation par les médias américains, des informations sur la guerre du Viet Nam, événement majeur, a été qualifiée par certains de chapitre glorieux dans l'histoire du journalisme américain. A la fin des années 60 et au début des années 70, alors que les dépouilles mortelles des soldats américains étaient rapatriés du Viet Nam, l'opinion publique américaine est devenue résolument hostile à la guerre. Les Etats-Unis devaient quitter le Viet Nam. Et les médias américains de contribuer à fabriquer des justifications : les Etats-Unis appuyaient les "méchants" (les régimes corrompus et pervers de Saigon et de Phnom Penh) contre les "bons" (les révolutionnaires dévoués et incorruptibles du Nord Viet Nam ou des jungles du Cambodge). Des ouvrages tels que Fire in the Lake, glorification de la révolution vietnamienne, devinrent l'évangile des reporters américains. Lorsque le dernier soldat américain quitta le Viet Nam, la plupart des journalistes américains éprouvèrent un sentiment de satisfaction et de bonne conscience.

11. Les victoires que les communistes ont ensuite remportées au Cambodge et au Viet Nam ont révélé la véritable nature de ces révolutionnaires. L'histoire du génocide cambodgien est bien connue, comme celle des milliers de réfugiés de la mer qui ont péri dans la mer de Chine méridionale. La détresse humaine a augmenté, et non pas diminué, après la révolution. Mais, en pratique, aucun journaliste américain n'a spontanément admis qu'il avait peut-être eu tort d'invoquer Fire in the Lake ou de préconiser l'abandon des régimes de Saigon et de Phnom Penh. Du moment que les journalistes américains avaient servi les intérêts vitaux de l'Amérique en sauvant des vies américaines, il n'y avait pas lieu pour eux de mesurer les conséquences morales de leurs actes pour des non-Américains, Vietnamiens ou Cambodgiens.

12. Passons aux reportages sur les événements de la place Tienanmen, qui sont devenus un fait marquant de l'actualité mondiale. Selon les médias occidentaux, il s'agissait essentiellement d'une révolution déclenchée par les démocrates chinois contre les autocrates chinois. La représentation continue de la réplique de la statue de la liberté permettait d'illustrer cette interprétation. Mais, nonobstant tout le matraquage auquel ils se sont livrés à propos de ces événements, les médias occidentaux ont omis d'expliquer comment ceux-ci étaient vus par des yeux chinois. Rares sont les intellectuels chinois qui croient que la Chine soit prête pour la démocratie. La plupart redoutent le chaos et l'anarchie (mal chinois persistant) autant qu'un retour au totalitarisme maoïste. Il s'agissait en fait d'une lutte entre les tenants

d'une autorité molle et les tenants d'une autorité dure. Les médias occidentaux ont abondamment rendu compte de l'apparente victoire des "partisans de la ligne dure", mais ils ont omis d'informer le monde des conséquences véritables : les partisans de l'autorité molle sont revenus au pouvoir.

13. Durant les événements de la place Tienanmen, plusieurs journalistes occidentaux ont été d'une malhonnêteté flagrante. Ils déjeunaient avec un étudiant qui faisait la "grève de la faim" avant de consacrer un reportage à sa "faim". Ils n'étaient pas tous des spectateurs rendant compte d'un événement; plusieurs d'entre eux ont dispensé aux étudiants des conseils sur la manière dont ils devaient se comporter. Mais aucun d'entre eux n'est resté pour affronter les conséquences auxquelles les étudiants ont dû faire face.

14. C'est en comparant les reportages sur la Chine au début des années 70 à ceux qui lui ont été consacrés au début des années 90 qu'on se rend le mieux compte à quel point les journalistes occidentaux sont conditionnés par les intérêts occidentaux dans leur représentation de ce pays. Lorsque le président Nixon a atterri en Chine en 1972, les médias américains vivaient en fait une idylle avec un régime qui venait d'éliminer physiquement des millions de citoyens dans le cadre de la révolution culturelle. Et, dans les années 90, un régime bien plus inoffensif, qui a libéré des millions d'hommes de la pauvreté et de l'indignité, et qui promet de les lancer dans la voie du développement, est traité comme un paria.

3. Lorsqu'ils y ont intérêt, les gouvernements occidentaux collaborent avec des dirigeants qui pratiquent le génocide

15. On était en août 1942, moment sombre de la seconde guerre mondiale. Churchill s'était rendu secrètement, en avion, à Moscou pour annoncer en personne certaines mauvaises nouvelles à Staline : les alliés n'étaient pas prêts à ouvrir un deuxième front en Europe. Staline laissa exploser sa colère. Dans un article paru dans The Atlantic Monthly (novembre 1991), Nancy Caldwell Sorel a décrit cette rencontre :

"Le désaccord a persisté, mais le dernier soir, lorsque Churchill s'est rendu auprès de Staline pour lui faire ses adieux, Staline s'est radouci... Les soixante minutes que Churchill avaient prévues ont duré sept heures. La conversation était animée, le vin coulait à flots, et Staline, dans un moment de rare abandon, a admis que même les tensions de la guerre n'étaient rien à côté du terrible combat qu'il menait pour imposer la politique de collectivisation de l'agriculture à la paysannerie. Des millions de Koulaks avaient été éliminés. L'historien Churchill a pensé à la maxime de Burke : 'Si je ne puis avoir la réforme sans la justice, je renonce à la réforme'. Mais l'homme politique a conclu que, la guerre supposant l'unité, le mieux était de ne pas prêcher la morale à haute voix."

16. L'histoire fait rire tout bas. Churchill était un vieux diable trop malin pour contrarier Staline en se laissant aller à moraliser. Ni alors ni aujourd'hui, la réputation de Churchill n'a été ternie par sa fréquentation

d'un dirigeant qui pratiquait le génocide. Modifions la distribution et passons dans un décor analogue : Mme Thatcher et Pol Pot. Rétrospectivement, ils auraient pu se rencontrer. Comme on le sait, cela ne s'est jamais fait. Mais essayons d'imaginer leur rencontre et efforçons-nous d'en rire sous cape. C'est impossible ? Pourquoi ?

17. Réfléchissez. Réfléchissez bien, car, ce faisant, vous constaterez à votre surprise que des personnes bien intentionnées et bien informées peuvent avoir deux poids et deux mesures. Si la règle qui rend impensable toute rencontre entre Mme Thatcher et Pol Pot est : "Tu n'adresseras pas la parole à un dirigeant qui pratique le génocide", la même règle interdit également toute rencontre entre Staline et Churchill. Comme l'a dit le philosophe anglais R.M. Hare, c'est le propre des règles morales d'être érigées en règles universelles. Si nous souhaitons vraiment admettre une rencontre entre Churchill et Staline (vu que, jusqu'à ces dernières semaines, aucun historien n'a jamais condamné Churchill, ce doit être là le sentiment dominant), il faut modifier ladite règle comme suit : "Tu n'adresseras pas la parole à un dirigeant qui pratique le génocide, sauf circonstances atténuantes".

18. Il ne s'agit pas là d'une simple nuance. Nous avons fait un bond essentiel, un bond qu'on comprend mieux si l'on fait l'analogie avec l'histoire suivante : un homme rencontre une femme et lui demande si elle veut passer la nuit avec lui pour un million de dollars. Elle répond : "Pour un million de dollars, certainement". L'homme dit : "Et pour cinq dollars ?". Elle répond avec indignation : "Pour qui me prenez-vous ?" A quoi l'homme rétorque : "Nous savons maintenant qui vous êtes. Nous ne faisons que discuter du prix". S'il l'on considère les choses logiquement, tous ceux qui pardonnent à Churchill d'avoir rencontré Staline, mais condamneraient sans hésiter toute rencontre avec Pol Pot, se conduisent exactement comme cette femme.

19. Dans le cas de Staline, la survie de l'Angleterre étant en jeu, tout était excusé. Dans le cas de Pol Pot, aucun intérêt vital concevable de l'Occident ne pouvant être servi par une rencontre, il ne pouvait y avoir aucune excuse atténuant la faute. D'où la condamnation totale et absolue, par l'Occident, de tout contact avec Pol Pot ou ses laquais parmi les Khmers rouges. Le drame du peuple cambodgien tient au fait que, l'Occident, en n'appliquant cette règle morale absolue que parce que ses intérêts vitaux propres n'étaient pas en jeu, n'a pas pris la peine de se demander si les souffrances des Cambodgiens auraient pu être atténuées s'il avait fait preuve, dans ses tractations avec les Khmers rouges, de la même souplesse que Churchill dans les siennes avec Staline.

20. Pendant toutes les années 80, plusieurs gouvernements asiatiques se sont efforcés de parvenir à un règlement pacifique viable au Cambodge (auquel les Khmers rouges devaient inéluctablement être partie); et ils ont été vilipendés pour avoir pris directement contact avec les Khmers rouges. Les diplomates américains avaient pour instruction de ne pas serrer la main aux représentants des Khmers rouges.

21. Au cours des 12 derniers mois, les atrocités commises par Radovan Karadzic et ses partisans serbes (en présence des médias américains) auraient dû constituer un motif suffisant pour ranger ces individus dans le même camp que Pol Pot ou Idi Amin. Mais aucun diplomate occidental n'a hésité à serrer la main de ces représentants serbes. Y a-t-il des critères différents pour les Occidentaux et les Asiatiques ?

4. Les gouvernements occidentaux n'hésitent pas à sacrifier les droits de l'homme dans les sociétés du tiers monde lorsque cela correspond aux intérêts occidentaux

22. Le régime actuel du Myanmar a annulé les résultats des élections démocratiques de 1990 et brutalement réprimé les manifestations populaires qui se sont ensuivies. Les pays occidentaux ont décrété des sanctions contre le Myanmar, et les gouvernements asiatiques ont été critiqués pour ne pas leur avoir emboîté le pas avec enthousiasme.

23. Le régime actuel de l'Algérie a annulé les résultats des élections démocratiques de 1992 et brutalement réprimé les manifestations populaires consécutives. L'Occident n'a pas décrété de sanctions contre l'Algérie. Aucune explication de cette application manifeste de la politique des deux poids deux mesures n'a été fournie aux gouvernements asiatiques.

24. Mais les raisons sont évidentes. Vu que des sanctions occidentales intensifieraient l'instabilité politique et inciteraient des milliers de réfugiés de la mer à traverser la petite Méditerranée pour se rendre en Europe, les gouvernements de la CEE sont devenus prudents et circonspects. Ils n'hésitent pourtant pas à reprocher aux gouvernements asiatiques de faire preuve, pour les mêmes raisons, de la même prudence lorsqu'il s'agit d'appliquer des sanctions au Myanmar ou à la Chine. Cette politique à double face, quels que soient les critères moraux invoqués, est de toute évidence immorale. Combien de journaux occidentaux ont mis ce fait en lumière ?

5. L'Occident a invoqué le prétexte des violations des droits de l'homme pour abandonner ses alliés du tiers monde qui ne servent plus les intérêts occidentaux

25. Les péchés de Siad Barre (Somalie), Mobutu (Zaire) et Arap Moi (Kenya) étaient tout aussi connus durant la guerre froide qu'aujourd'hui. Ces personnages ne se sont pas convertis de la vertu au vice le jour où la guerre froide a pris fin. Mais un comportement, jugé digne du soutien de l'Occident pendant la guerre froide, a été jugé inadmissible lorsque celle-ci a pris fin.

26. Le degré de satisfaction que les gouvernements, les médias et le public occidentaux ont tiré de leur capacité à mener en définitive des politiques "morales" après la fin de la guerre froide, est remarquable. Mais cette satisfaction n'a jamais été accompagnée de l'aveu que l'Occident pratiquait (à considérer les choses logiquement) des politiques "immorales" pendant cette guerre. Et nul ne s'est non plus posé la question de savoir s'il est "honorabile" de se servir de ses alliés puis de les abandonner.

6. L'Occident ne peut pas reconnaître que la poursuite de politiques "morales" dans le domaine des droits de l'homme peut avoir des conséquences immorales

27. A l'issue de la Conférence internationale de Paris sur le Cambodge, en août 1989, le Ministre des affaires étrangères vietnamien de l'époque, Nguyen Co Thach, a insisté pour que la Conférence, dans sa déclaration, exige la non-répétition des politiques et pratiques de génocide des Khmers rouges. Toutes les personnes présentes savaient que Nguyen Co Thach n'était ni vraiment ni tellement préoccupé par le bilan de Pol Pot (en fait, Thach avait jadis fait l'erreur d'avouer en privé à un membre du Congrès américain, Stephen Solarz, que le Viet Nam n'avait pas envahi le Cambodge pour protéger le peuple cambodgien contre Pol Pot, même si c'était ce que la propagande vietnamienne officielle affirmait. Mais Thach savait que les Khmers rouges, qui étaient présents à la Conférence de Paris, n'accepteraient pas un tel rappel. Dans ce cas, la Conférence échouerait, échec que les Vietnamiens souhaitaient, car ils n'étaient pas prêts à l'époque à renoncer à leur mainmise sur le Cambodge. Les personnalités occidentales n'osèrent pas contredire Nguyen Co Thach, de crainte qu'il ne les dénonce à leurs propres médias. En même temps, Nguyen Co Thach, bien qu'ayant sabordé une conférence qui aurait pu apporter la paix au Cambodge, gardait intact son honneur aux yeux des médias occidentaux pour avoir adopté une position ferme face aux Khmers rouges. En fait, du point de vue du Cambodgien moyen, le puissant consensus occidental contre les Khmers rouges s'était retourné contre les Cambodgiens parce qu'il avait empêché les délégations occidentales de dénoncer le flagrant sabotage de la Conférence de paix par Nguyen Co Thach. Du bien (la condamnation de Pol Pot par les médias occidentaux) est sorti le mal (l'échec d'une conférence de paix).

28. Les représentants occidentaux auraient fait preuve de courage moral, lors de cette conférence de Paris, s'ils avaient fait front aux médias occidentaux et leur avaient expliqué pourquoi la participation des Khmers rouges était indispensable si l'on tenait à ce qu'un accord de paix mette fin aux souffrances des Cambodgiens. Aucun dirigeant occidental n'a jamais songé à le faire - telle était la force du sentiment d'hostilité envers les Khmers rouges. D'où une contradiction curieuse pour des moralistes : la position manifestement correcte d'un point de vue moral (c'est-à-dire l'exclusion des Khmers rouges) a entraîné des conséquences immorales - la prolongation de l'agonie cambodgienne.

29. Malheureusement, aucun homme d'Etat occidental actuellement en vie n'a le courage de faire une telle déclaration car, en une ère de "correction politique" comme celle que nous vivons, les médias occidentaux écorcheraient vive cette bonne âme. Nous avons transformé la correction morale en lâcheté morale.



7. Dans beaucoup de sociétés, un gouvernement imparfait qui commet quelques violations des droits de l'homme vaut mieux que pas de gouvernement

30. Depuis la fin de la guerre froide, deux Etats nations au moins se sont désagrégés : la Somalie et la Yougoslavie. Ces Etats avaient pour caractéristique commune d'avoir été utiles à l'Occident pendant la guerre froide. Les péchés de leurs gouvernements leur étaient alors pardonnés. Lorsque ces régimes souverains ont été abandonnés (chacun à sa manière), la détresse humaine a en définitive augmenté. Un moraliste utilitariste pourrait faire valoir sans difficulté que la situation antérieure - celle d'un gouvernement imparfait - reflétait un choix moral préférable parce qu'engendrant moins de détresse.

31. L'incapacité de l'Occident à admettre cela risque de conduire à une répétition des expériences yougoslave et somalienne. Prenons par exemple le Pérou. Ce pays dérivait vers le chaos et l'anarchie. Le Président Fujimori a décrété l'état d'urgence pour enrayer cette dérive. Il eût fallu le louer pour le courage qu'il manifestait en prenant des mesures décisives, afin de prévenir l'anarchie. Mais, parce que l'Occident a jugé inadmissible la forme de ces mesures - la mise en veilleuse provisoire du régime parlementaire - il en a méconnu les conséquences bénéfiques pour le peuple péruvien. En tentant de perpétuer son modèle de pureté idéologique, l'Occident s'est montré prêt à sacrifier les intérêts du peuple péruvien.

32. Si les politiques occidentales actuelles de sanction des régimes autoritaires avaient été pratiquées dans les années 60 et 70, la croissance économique spectaculaire de Taïwan et de la Corée du Sud aurait été interrompue dès le début par l'exigence occidentale que les gouvernements alors au pouvoir soient remplacés par d'autres, moins autoritaires. Par contre, en permettant aux gouvernements autoritaires, résolument attachés au développement économique, d'aller jusqu'au bout de leur mandat, l'Occident a précisément opéré l'évolution économique et sociale qui a préparé le terrain aux sociétés plus ouvertes et plus participatives que sont devenues Taïwan et la Corée du Sud. Les enseignements à tirer de l'Asie orientale sont clairs. Il n'y a pas de raccourcis. Une société en développement doit d'abord réussir son développement économique, avant de pouvoir atteindre aux libertés sociales et politiques qui ont cours dans les sociétés développées.

II. POINT DE VUE ASIATIQUE SUR LES DROITS DE L'HOMME  
ET LA LIBERTE DE LA PRESSE : PRINCIPES POUR  
UN DIALOGUE AVEC L'OCCIDENT

33. Il n'existe pas de point de vue asiatique unifié sur les droits de l'homme et la liberté de la presse. Ce sont là des notions occidentales, qui appellent des réactions de la part des Asiatiques. Comme il fallait s'y attendre, il existe toute une gamme de réactions de ce genre, depuis ceux qui souscrivent à ces notions in toto jusqu'à ceux qui les rejettent complètement. La compréhension des réactions asiatiques est brouillée par le fait que nombre d'Asiatiques se croient tenus d'approuver, du moins du bout des lèvres, les valeurs occidentales. Par exemple, nombre d'intellectuels japonais, qui demeurent enfants de la restauration Meiji dans leur conviction que le Japon

doit devenir plus occidental qu'asiatique, proclament leur ferme attachement aux valeurs occidentales en matière de droits de l'homme, nonobstant une curieuse incapacité à analyser de façon aussi approfondie le bilan japonais à l'issue de la seconde guerre mondiale. De New Delhi à Manille, pour ne citer que ces deux capitales, nombreux sont ceux qui croient fermement et sincèrement en ces valeurs. Mais la plupart des sociétés asiatiques ne sont guère sensibles à ces notions et les comprennent encore moins. La vérité qui s'impose est que le vaste continent asiatique, préoccupé par des problèmes plus immédiats, n'a ni le temps ni l'énergie nécessaire pour aborder directement ces questions.

34. Aussi n'aurai-je pas la prétention de parler au nom de l'Asie, encore que j'ai la relative certitude que les Asiatiques éviteront, pour la plupart, de rejeter mes vues comme extravagantes. Mon espoir, aujourd'hui, est de trouver un terrain intermédiaire crédible où Asiatiques et Occidentaux puissent engager le dialogue sur un pied d'égalité, en défendant des points de vue également légitimes. Je m'enhardirai jusqu'à proposer cinq principes qui devraient présider à ce dialogue.

1. Respect mutuel

35. Le premier principe sur lequel j'insisterai est que tous les débats entre Asiatiques et Occidentaux sur la question des droits de l'homme et de la liberté de la presse doivent se dérouler dans un climat de respect mutuel. Je me suis rendu dans les bureaux de quatre grands journaux américains, le New York Times, le Washington Post, le Los Angeles Times et le Wall Street Journal. Si vous vous hasardez la nuit à sortir des bureaux de l'un quelconque de ces quatre journaux et que vous vous en éloigniez de quelques centaines de mètres, vous risquez votre vie. Malgré cela, aucun service de rédaction ni aucun rédacteur en chef ne militerait en faveur d'une réduction des libertés civiles des délinquants. Le danger que présente la criminalité rampante est considéré comme le prix acceptable de la non-réduction de la liberté. Il s'agit là d'un choix social.

36. A Singapour, vous pouvez vous promener n'importe où la nuit, en sortant du Straits Times, sans risquer votre vie. Cela tient en particulier au fait que les malfaiteurs et les toxicomanes sont emprisonnés, souvent pour des périodes prolongées, jusqu'à ce qu'ils se soient manifestement amendés. L'intérêt de la majorité à pouvoir circuler en toute sécurité dans les rues des villes passe avant les considérations de respect de la légalité, bien que des garanties soient mises en place pour éviter que des innocents ne soient mis sous les verrous. Il s'agit là d'un autre choix de société. Je dirai qu'aucun de ces deux choix ne l'emporte intrinsèquement sur l'autre. Que ceux qui font le choix s'accrochent à ses conséquences. De même, si cette assertion peut être accueillie sans les habituels ricanements occidentaux, permettez-moi d'ajouter qu'une ville qui interdit la vente du chewing-gum peut invoquer un droit moral de le faire, au même titre qu'une ville qui tolère en fait la vente de crack dans ses rues. Essayons d'éviter la réponse instinctive et suffisante selon laquelle un choix est plus moral que l'autre.

37. Je ne veux pas enfoncer le clou, mais d'un point de vue psychologique, l'Occident pourra difficilement, admettre l'idée que d'autres choix sociaux et politiques peuvent mériter un respect égal. Pendant cinq cents ans, l'Occident a dominé sous une forme ou sous une autre. Après la seconde guerre mondiale, la majeure partie de l'Asie, de même qu'une grande partie du tiers monde, s'est politiquement émancipée. Mais le processus d'émancipation mentale, tant de la part des colonisés que de la part des colonisateurs, exige bien plus de temps. Voilà pourquoi Chris Patten, arrivant à Hong Kong cinq ans avant la date du retour de ce territoire à la Chine, peut proposer une forme de gouvernement totalement inacceptable pour ce pays. Les Britanniques seraient choqués si un gouverneur chinois arrivait en Irlande du Nord et dictait les conditions de sa libération à l'égard du Royaume-Uni. Mais ils ne voient rien d'absurde à ce qu'ils font à Hong Kong. Les Britanniques, comme beaucoup d'Occidentaux, estiment avoir le droit de dicter des conditions aux Asiatiques.

38. En définitive, à mesure que l'Asie orientale accédera à une plus grande aisance, les discussions se dérouleront sur un pied d'égalité. Mais des instances comme la nôtre peuvent anticiper sur l'avenir en s'efforçant d'instaurer une forme de discours dans le cadre duquel nous nous adresserions les uns aux autres dans un respect mutuel.

## 2. Développement économique

39. Deuxièmement, la préoccupation essentielle des défenseurs occidentaux des droits de l'homme est de mettre fin aux violations flagrantes de ces droits et d'améliorer les conditions de vie des 4,3 milliards d'hommes qui vivent hors du monde développé. Je dirai que la campagne occidentale en cours (même si elle est menée à bien avec rigueur, ce qui est peu probable) n'aura guère d'incidence sur la vie de ces 4,3 milliards d'hommes, même si l'on enregistre des victoires symboliques comme la révolution de Cori Aquino ou l'octroi du prix Nobel de la paix à Aung San Suu Kyi.

40. Une seule force a le pouvoir de "libérer" le tiers monde. Le développement économique est probablement la force la plus subversive qui ait été créée dans l'histoire. Il ébranle les anciennes structures sociales et prépare la voie à la participation d'une fraction plus importante de la société aux décisions sociales et politiques. Le Parti communiste chinois n'aura plus jamais l'emprise totalitaire qu'il exerçait à l'époque de Mao Zedong. Les réformes de Deng Xiaoping ont éliminé cette possibilité. Si par conséquent l'Occident souhaite enterrer pour toujours les dispositions totalitaires prises par Mao, il doit appuyer à fond les réformes de Deng, même si celui-ci est parfois obligé de prendre des sanctions pour garder le contrôle politique du pays. La tendance fondamentale est claire. Aussi n'est-il pas surprenant que, trois ans et demi après les événements de la place Tienanmen, ce soient les autoritaires "mous" et non les autoritaires "durs" qui sont au pouvoir à Beijing.

41. Malheureusement, le combat pour le développement économique (à la différence du combat pour la démocratie et les droits de l'homme) est chose difficile. Pour les sociétés développées, son coût, direct et indirect, est élevé. Ce qui peut être bon pour le tiers monde (faire prospérer le développement économique) se révélera à court terme pénible pour les sociétés occidentales. La Communauté économique européenne, les Etats-Unis d'Amérique et le Japon, par exemple, devront renoncer à subventionner massivement l'agriculture. Malheureusement (et paradoxalement) la nature même des sociétés démocratiques occidentales (qui empêche les hommes politiques de parler de sacrifices) pourrait bien constituer l'un des plus gros obstacles à la diffusion effective de la démocratie et des droits de l'homme dans le tiers monde, y compris l'Asie.

### 3. Collaboration avec les gouvernements en place

42. Troisièmement, ne songez pas, même dans vos rêves, à renverser les gouvernements en place en Asie. Si je dis cela, c'est parce que j'ai assisté à un lynchage à Harvard : le lynchage du Gouvernement indonésien. C'était lors d'une rencontre organisée par la Kennedy School of Government au sujet des malheureux massacres commis à Dili, en novembre 1991. Deux journalistes américains, qui l'avaient échappé belle lors de ces événements, étaient venus en faire un compte rendu imagé de première main et exciter la passion de la foule avec l'aide d'une poignée de censeurs gauchistes du Gouvernement indonésien. Au tour, ensuite, d'un malheureux fonctionnaire du Département d'Etat d'expliquer pourquoi les Etats-Unis devaient poursuivre leur collaboration avec le Gouvernement Suharto. Si les personnes présentes dans cette salle avaient eu le pouvoir de déposer le Gouvernement indonésien, elles l'auraient fait sur-le-champ sans accorder la moindre réflexion aux effroyables conséquences qui pourraient s'ensuivre. Tel est le comportement de nombreux défenseurs des droits de l'homme : se débarrasser des gouvernements imparfaits que nous connaissons - et ne pas se soucier des conséquences qui peuvent en résulter. Isolément, ces militants ne causent probablement guère d'ennuis. Mais, lorsqu'ils accèdent à des postes influents, leur capacité de causer de vrais dégâts augmente à un rythme vertigineux.

43. S'agissant de l'Asie, j'exhorte l'Occident à voir les choses à long terme. Il s'agit là de sociétés vieilles de centaines, sinon de milliers d'années. Elles ne sauraient évoluer du jour au lendemain, quand bien même, par exemple, Fang Lizhi serait élu président de la Chine. Le bilan de la présidente Aquino devrait être riche d'enseignements pour ceux qui croient qu'un changement au sommet peut réformer toute chose.

44. Ce dont l'Asie a besoin, à ce stade de son développement, ce sont des gouvernements ayant à coeur un développement économique rapide. Heureusement, ils sont quelques-uns - éléments représentatifs d'un large éventail politique qui va des sociétés communistes de la Chine et du Viet Nam aux sociétés à domination militaire de la Thaïlande et de l'Indonésie et jusqu'aux sociétés démocratiques de la Corée du Sud, de Taiwan et de la Malaisie. Toutes ces sociétés connaissent une croissance économique rapide. Il faudrait les récompenser et les encourager (ne serait-ce que pour qu'elles servent de modèle à d'autres). Il faut critiquer les cas sporadiques de répression

politique, mais éviter de pénaliser ces gouvernements aussi longtemps que leurs populations connaissent une vie meilleure. Seules méritent la désapprobation des sociétés qui comme celles de la Corée du Nord et du Myanmar, ont laissé leur population stagner pendant des décennies.

4. Etablissement de codes minimaux de comportement civilisé

45. Pour un défenseur occidental des droits de l'homme, l'idée qu'il devrait faire preuve d'un peu de modération en formulant des exigences en matière de droits de l'homme à l'adresse de sociétés non occidentales est presque aussi saugrenue que l'idée qu'une femme puisse être à moitié enceinte. D'un point de vue psychologique, ce militant ne diffère en rien du croisé d'une ère révolue. Il n'exige rien de moins qu'une conversion totale. De tels militants peuvent faire beaucoup de mal par leur fanatisme. Malheureusement, depuis qu'ils tiennent le haut du pavé parmi les défenseurs de la morale dans les sociétés occidentales, aucun représentant des gouvernements ou des médias n'ose leur porter ouvertement la contradiction.

46. Pourtant, certaines des exigences de ces défenseurs des droits de l'homme sont irrecevables en tout état de cause. La plupart des sociétés asiatiques seraient choquées de voir dans leurs rues des militants pour les droits des homosexuels. Et si un référendum populaire y était organisé, la plupart de ces sociétés voteraient dans une majorité écrasante en faveur de la peine de mort et de la censure de la pornographie.

47. Mais les Asiatiques et les Occidentaux sont les uns et les autres des êtres humains. Ils peuvent se mettre d'accord sur des normes minimales de comportement civilisé qu'ils voudraient, les uns et les autres, se voir appliquer. Par exemple, il ne devrait y avoir ni torture, ni esclavage, ni massacres arbitraires, ni disparitions au milieu de la nuit, ni tueries de manifestants innocents, ni emprisonnement sans enquête approfondie. Ces droits doivent être respectés, et pas seulement pour des raisons morales. Il y a à cela de solides raisons pratiques. Toute société qui est en conflit avec les meilleurs et les plus brillants de ses éléments et les abat froidement lorsqu'ils se livrent à une manifestation pacifique, comme ce fut le cas au Myanmar, va tout droit vers des difficultés. La plupart des sociétés asiatiques ne tiennent pas à se trouver dans la situation où le Myanmar, nation en conflit avec elle-même, se trouve aujourd'hui.

48. Si l'Occident a la conviction que ses systèmes de droits de l'homme et de liberté de la presse sont les meilleurs possibles pour toute société dans le monde - que les vertus de ces systèmes se recommandent par elles-mêmes. Tout comme dans le monde des idées, si un système social a des mérites, il volera de ses propres ailes. S'il n'a pas de mérites, il n'ira pas plus loin. La plupart des Asiatiques ont une connaissance suffisante de ces systèmes pour faire leur propre choix. Qu'ils le fassent en paix.

-----